

La bataille du Ry-Ponet

Un paysage empli d'histoire et typique du Pays de Herve, à quelques kilomètres du centre-ville de Liège, est menacé de grignotage immobilier. La mobilisation des habitants semble aujourd'hui remporter la bataille pour sa conservation.

Passez derrière la jolie maison communale de Beyne-Heusay, traversez le pont qui enjambe le Ravel 38 – cette piste pédestre et cyclable qui suit les traces de l'ancienne ligne de chemin de fer des charbonnages. Vous croisez un caniche royal et un berger allemand.

Prenez à gauche, et se présente à vous un vaste paysage bucolique. Des champs à perte de vue. Le petit château de Neufcour, avec son incongru drapeau coréen (c'est la demeure du consul) et un monsieur en bras de chemise, installé sur son tracteur-tondeuse. Plus loin on découvre la ferme du château et le terril de Malueule. Dans le lointain, sur la colline d'en face, l'imposante basilique Notre-Dame de Chèvremont. Sur une autre, la lande de Streupas...

Ici, chaque élément du paysage est un témoignage de l'histoire du pays minier, qui surplombe trois vallées (la Meuse, la Vesdre et l'Ourthe), à l'orée de quatre communes (Liège, Beyne-Heusay, Fléron et Chaudfontaine). « Ces différents noyaux urbains se sont développés petit à petit, mais ils ont laissé entre eux cet espace de 300 hectares », explique cartes à la main Sophie Durieux, l'une des membres de la plateforme citoyenne Ry-Ponet.

Ce grand espace vert, avec des vues incomparables, attise l'appétit de promoteurs immobiliers. Et plus particulièrement celui de la société Neufcour, qui, à l'été 2014, a présenté un projet de lotissement de 520 logements sur 35 hectares. Que son nom soit identique à celui du château n'est pas un hasard : ces terres sont celles des anciens exploitants des mines. Les sous-sols n'intéressent plus personne, leurs descendants et successeurs cherchent à valoriser leurs propriétés par des projets immobiliers. Les

tentatives précédentes – un terrain de golf notamment – d'autres propriétaires sur d'autres terrains n'ont jusqu'ici jamais abouti. Mais la menace est là : et si, sans réflexion globale, ce patrimoine paysager se retrouvait peu à peu grignoté et finalement réduit à presque rien ? Car une bonne partie du site est, selon le plan de secteur, éventuellement constructible.

Le projet de la société Neufcour provoque en tous cas un tollé à Chênée, cette ancienne commune aujourd'hui rattachée à la Ville de Liège, et un collectif commence à militer contre ces plans. Quelques habitants approchent l'association Urbagora, dont l'objectif est de réfléchir et provoquer des débats sur les questions urbaines et qui publie alors une analyse à ce sujet.

Elle critique le projet immobilier, mais surtout avance l'idée de créer un parc sur le site, et propose d'autres espaces – des friches industrielles – pour créer des logements au cœur de l'agglomération. En janvier 2015 naît une coordination d'associations et d'habitants pour défendre cette alternative, qui deviendra bientôt la plateforme Ry-Ponet.

Un projet alternatif et positif

Le Ry-Ponet, nous le découvrons précisément dans le bas de la zone. Parfois à l'air libre, ailleurs enterré, ce petit ruisseau resurgit dans une partie boisée du terrain, fréquentée elle aussi par les promeneurs.

« Dans l'esprit des gens du coin, cet espace de 300 hectares n'était pas un espace unifié », explique Jean Peltier, membre lui aussi de la plateforme. Les enfants y apprennent à faire du vélo, les profs de gym y font courir leurs élèves, les riverains s'y baladent en partant de leur quartier, mais sans vraiment identifier les lieux très vallonnés comme une seule zone continue.

La plateforme organise une fête en mai 2015, dessine une carte du parc, pour présenter l'idée aux voisins... et attend l'enquête publique. « Elle a mis deux ans à arriver, la dynamique du groupe s'essouffait parce que rien ne se passait », se souvient Jean Peltier.



Un vaste espace vert, aux vues exceptionnelles, à quelques kilomètres du centre-ville de Liège. Une rareté à conserver.

Plateforme Ry-Ponet

Le collectif parvient malgré tout à entretenir la mobilisation avec quelques séances d'information, de nombreuses promenades guidées. Et quand, en juin 2017, vient enfin la demande de permis, la plateforme est fin prête. « Plus de cinq cents logements qui risquent de débarquer, ça fait un choc, explique le militant. Ce sont plutôt des quartiers populaires tout autour, où la défense de l'environnement ne fait pas nécessairement partie des premières préoccupations, mais là, tout le monde pouvait voir concrètement de quoi il s'agissait. Le fait de proposer un projet alternatif positif était aussi très porteur et donnait envie aux gens de s'investir. » Devant la levée de boucliers et les 4 773 courriers de réclamation reçus par le service de l'urbanisme de Liège, la société immobilière retire sa demande de permis d'urbanisation... En promettant d'en représenter une nouvelle version en 2019.

Un parc pas comme les autres

Une descente puis une montée plus tard, c'est la petite chapelle Sainte-Anne qui couronne les efforts du promoteur. Quelques chevaux paissent tranquillement à ses pieds, le point de vue est très beau, ce qui explique le classement du site en « périmètre d'intérêt paysager »¹.

« Cinq soldats bretons ont été tués ici en 1794, raconte Jean Peltier. Ils venaient de Sainte-Anne d'Auray. C'est en leur souvenir qu'ont été érigée la chapelle et plantés cinq tilleuls. »

Les arbres ne sont plus au complet, mais la belle et grande boule que forme le feuillage de ceux qui restent se distingue des kilomètres à la ronde. Laisser construire dans des espaces verts comme ceux-ci, « cela revient à privatiser les paysages, commente Sophie Durieux. La société Neufcour vend son projet comme une opportunité d'exploiter les dernières parcelles vierges de Liège, c'est son argument marketing. » Construire sur un espace comme celui-ci est évidemment plus simple et moins coûteux que de le faire en zone déjà urbanisée...



Sophie Durieux en pleine explication : « laisser construire dans des espaces verts comme ceux-ci, c'est véritablement privatiser les paysages ».

Le parc qu'imaginent les membres de la plateforme Ry-Ponet, « n'est ni un parc animalier type Pairi Daiza, ni un truc où on garde trois pauvres arbres, ni une attraction qui va attirer les cars de touristes », sourit Jean Peltier. « Nous voulons surtout conserver les lieux, mais aussi aménager ses points d'entrée – avec des plaines de jeu par exemple – pour inciter les gens à pénétrer plus loin sur le site et puis retrouver et réhabiliter les sentiers, en mettant en évidence les promenades possibles », précise Véronique Beauvois, autre membre de la plateforme. Et aussi maintenir la fonction agricole actuelle, idéalement en l'améliorant : la majorité des terres sont actuellement louées à des entreprises agricoles qui pratiquent la monoculture intensive de maïs, mais un agriculteur bio est déjà présent – pourquoi ne pas tenter de convertir pareillement les autres surfaces ? Non loin de la chapelle Sainte-Anne, la ferme du même nom est aujourd'hui à vendre. Sophie, Jean, Véronique et les autres rêvent d'y voir naître un lieu d'accueil et d'information agrotouristique.

En attendant la première urgence, c'est l'instauration d'un moratoire sur toute construction dans la zone et l'organisation d'un concours de Masterplan pour réfléchir à ce futur parc. Grâce à l'ardente mobilisation de la Plateforme, ce plan est à présent soutenu par Liège Métropole, la communauté de communes de l'arrondissement. Un pas évidemment décisif, même s'il est encore à concrétiser.

Du symbole des attaques de la promotion immobilière à nos derniers espaces verts, la bataille du Ry-Ponet deviendra-t-elle celui de la victoire des associations d'habitants et des paysages préservés ? — **Laure de Hesselle**

1. Etude de l'asbl ADESA, réalisée à la demande de la Région wallonne en 2004.

En savoir +
www.ryponet.be